
Diversité et intégration : le débat outre-Rhin

**Mechthild Baumann
Vanessa Müller**

Juin 2008

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité des auteurs.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien de la
Fondation Robert Bosch.**

Robert Bosch **Stiftung**

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

ISBN : 978-2-86592-317-5

IFRI

27 rue de la Procession
75740 paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: www.ifri.org

Introduction

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immigration le 1^{er} janvier 2005¹, l'Allemagne s'est pour la première fois déclarée officiellement pays d'immigration². Pendant environ cinquante ans, les entreprises allemandes ont recruté des travailleurs immigrés, permettant aux étrangers de venir en Allemagne et de s'y installer avec leur famille³. Pourtant, dans le même temps, le gouvernement fédéral refusait de qualifier l'Allemagne de « pays d'immigration ». Aujourd'hui, plus de 15 millions de personnes (19 % de la population résidente) ont outre-Rhin ce que l'on appelle une « origine migratoire⁴ ». Non seulement l'Allemagne se définit désormais comme un pays d'immigration, mais elle reconnaît aussi, pour la première fois de son histoire, devoir intégrer les étrangers sur son territoire. Elle est allée jusqu'à faire de l'intégration une loi : aboutissement de cette prise de conscience, celle-ci a marqué un changement important dans le débat sur l'immigration.

Les questions liées à l'intégration ont fait l'objet de multiples débats publics, fortement relayés par la presse écrite. Le présent article vise à analyser ces débats, en soulignant le lien entre les discussions et les mesures politiques prises en la matière. L'article se concentre sur trois problématiques qui ont attiré l'intérêt des médias et suscité de nombreuses réactions politiques au fil des dernières années : l'intégration et l'école, l'intégration et la violence, l'intégration et le fondamentalisme. À cette fin, nous nous appuyons sur des articles tirés des trois plus grands journaux hebdomadaires allemands : *Der Spiegel*, *Focus* et *Die Zeit*. Publiés entre janvier 2005 et mars 2008, tous trois portent sur le thème de l'intégration.

Mechthild Baumann dirige l'Institut d'études des migrations et de sécurité de Berlin. Vanessa Müller étudie les sciences culturelles à l'Université Viadrina de Francfort/Oder. Traduction de l'allemand : Francesco Schiliro.

¹ <www.zuwanderung.de/2_zuwanderungsgesetz.html> (13/03/2008).

² C'est à la fin des années 1990 qu'a commencé le débat sur la loi sur l'immigration, favorisant une telle prise de conscience. Une commission indépendante sur l'immigration a été créée en 2000, avec pour objectif de remplacer les nombreuses lois relatives aux étrangers et au droit d'asile par un « concept unique ». La nouvelle loi sur l'immigration s'est appuyée sur le rapport final de la commission.

³ Cf. ministère fédéral de l'Intérieur (éd.), « Statistik », <www.zuwanderung.de/1_statistik.html> (25/03/2008).

⁴ Pour le ministère fédéral de l'Intérieur, l'expression « origine migratoire » désigne les étrangers, les citoyens allemands directement immigrés ainsi que les personnes nées en Allemagne, dont les parents sont immigrés.

Intégration et école

Début 2006, le corps enseignant de la *Hauptschule* Rütli⁵ s'est adressé par lettre au sénateur de l'éducation de Berlin. Dans ce courrier, publié dans la presse fin mars 2006, les professeurs en ont appelé à la « dissolution » de leur collège, dans la mesure où, selon eux, « l'agressivité, le manque de respect et l'ignorance⁶ » des élèves rendaient tout enseignement impossible. Cette école se situe dans l'arrondissement défavorisé de Neukölln à Berlin, qui affiche le troisième taux d'immigrés de la ville⁷. Parmi les élèves du collège, 83,2 % sont issus de familles d'immigrés⁸. Le cri d'alarme des enseignants a eu un écho retentissant dans les médias qui, dans l'ensemble, ont dénoncé l'échec de l'intégration en Allemagne⁹. L'hebdomadaire *Focus*, par exemple, a décidé de consacrer le titre de son édition du 10 avril 2006 à cet événement : « Le mensonge multiculturel. Comment l'intégration échoue en Allemagne. La politique vis-à-vis des étrangers arrive-t-elle à un tournant ? » (« *Die Multikulti-Lüge. Wie Integration in Deutschland scheitert. Kommt jetzt die Wende in der Ausländerpolitik?* ») ; sous-titrée « hors de contrôle » (« *Ausser Kontrolle* »), une photo montrait des élèves jetant des pierres sur les journalistes et les équipes de cameramen. Précisons

⁵ Le système éducatif allemand est subdivisé en trois sections différentes : entre la 4^e et la 6^e années scolaires (entre 10 et 12 ans selon les länders), les élèves sont orientés vers une *Hauptschule*, une *Realschule* ou un *Gymnasium* (lycée). La scolarité dans une *Hauptschule* équivaut à peu près au cycle de scolarité qui mène à un BEP-CAP en France et s'achève au bout de cinq années scolaires.

⁶ Cf. P. Eggebrecht, <www.ruetli-oberschule.de/downloads/iie3.lschulsituation.doc> (26/03/2008).

⁷ « Über 466 000 Ausländer aus 184 Staaten in Berlin gemeldet », communiqué de presse de l'Office des statistiques de Berlin-Brandebourg, 17 septembre 2007, n° 212, <www.statistik-berlin-brandenburg.de/pms/2007/07-09-17.pdf> (31/03/2008).

⁸ Le gouvernement fédéral fait une différence entre les termes d'*Einwanderung* et de *Zuwanderung*, tous deux se traduisant par *immigration* en français. D'après le ministère de l'Intérieur, « on ne parle de *Einwanderung* que lorsque l'entrée et le séjour dans le pays sont planifiés et autorisés par avance. Les mots *Zuwanderung* ou *Zuwanderer* (immigrant), qui ont intégré le langage courant il y a quelques années, désignent de manière générale toute forme de migration (de courte ou longue durée) vers un pays étranger. » (<www.zuwanderung.de/2_neues-gesetz-a-z/einwanderung.html>). La version allemande du présent article favorise l'emploi du terme plus scientifique *Einwanderung*.

⁹ « efms Migration Report », <web.uni-bamberg.de/~ba6ef3/dapr06_d.htm> (17/03/2008).

qu'un hebdomadaire concurrent, *Die Zeit*¹⁰, a découvert par la suite que les journalistes et les cameramen avaient attendu plusieurs jours devant l'école et parfois payé jusqu'à 100 euros pour que des élèves d'origine arabe ou turque prennent des poses de gangsters. Ainsi, *Focus* n'a pas cherché à livrer une lecture objective des faits, mais avant tout à créer une mise en scène à l'effet menaçant.

L'attention médiatique s'est ensuite concentrée sur les résultats du *Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)*¹¹. Le dépouillement de l'enquête a en effet révélé que les enfants d'origine immigrée étaient particulièrement défavorisés par le système éducatif allemand : ils sont majoritaires dans les *Hauptschulen* et *Sonderschulen*¹², mais ne représentent qu'une minorité dans les *Gymnasien* (équivalent des collèges et lycées généraux) qui préparent à l'*Abitur* (baccalauréat allemand). Un élève étranger sur cinq quitte la *Hauptschule* sans diplôme, contre seulement 8 % des jeunes allemands. De même, les élèves étrangers obtiennent plus difficilement un certificat de fin d'études, sans même parler de l'*Abitur*¹³. Pour les concepteurs de PISA, ces disparités s'expliquent par la structure du système éducatif allemand : celui-ci ne tente pas d'harmoniser les conditions d'entrée dans les différentes sections scolaires, en proposant un soutien pédagogique adapté, et renforce ainsi la ségrégation sociale¹⁴. Ce n'est qu'après quatre années scolaires, à l'âge de 10 ou 11 ans, que les élèves sont orientés vers l'une des trois sections du système éducatif. La possibilité de rejoindre une section supérieure étant en pratique très difficile, le choix des élèves qui passeront l'*Abitur* est souvent déterminé dès l'école primaire.

La couverture médiatique de l'enquête PISA et des événements à l'école Rütli a attiré l'attention du public sur les défaillances du système éducatif allemand ainsi que sur sa difficulté à intégrer les enfants d'immigrés. La question de l'intégration est ainsi devenue un thème central dans les débats politiques. Plusieurs représentants de l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) ont demandé que les élèves qui rejettent l'intégration soient pénalisés : « L'Allemagne doit beaucoup plus encourager l'intégration, tout en l'exigeant de la part des immigrés et de leurs descendants. Il doit être possible de sanctionner ceux qui refusent de s'intégrer, en commençant par réduire les aides sociales et en allant jusqu'à expulser

¹⁰ « Ist die Rütli noch zu retten? », *Die Zeit*, n° 15/2006, <www.zeit.de/2006/15/Schule> (4/04/2008).

¹¹ OCDE (éd.), *PISA 2006, Naturwissenschaftliche Kompetenzen für die Welt von morgen, Kurzzusammenfassung*, 2007, <www.oecd.org/dataoecd/18/35/39715718.pdf> (2/03/2008), p. 42.

¹² Les *Sonderschulen* sont des écoles spécialisées pour les enfants qui rencontrent des problèmes d'apprentissage. L'enseignement dans ces établissements a lieu à un rythme de travail plus lent.

¹³ Cf. L. Britz, *Bildung und Integration*, 2005, <www.bpb.de/die_bpb/TJ9J7T.html> (26/03/2008).

¹⁴ *Ibid.*

du pays les personnes en question¹⁵ ». Ces propos ont donné lieu à une critique virulente de la part des sociaux-démocrates (SPD) et des Verts, qui reprochent aux partis conservateurs de vouloir résoudre les défaillances de la politique sociale allemande en excluant les migrants : « Il s'agit d'un problème allemand et ce n'est pas par l'expulsion qu'on pourra le résoudre¹⁶ », a ainsi déclaré Renate Künast, la présidente du groupe parlementaire des Verts.

À peine la lettre des enseignants de l'école Rütli avait-elle été publiée que Maria Böhmer, la ministre déléguée à la Migration, aux Réfugiés et à l'Intégration a annoncé, en mars 2006, la tenue d'un *Sommet sur l'intégration*¹⁷. Organisé le 14 juillet 2006, celui-ci a réuni des représentants de l'État fédéral, des länder et des communes ainsi que des Églises, des associations caritatives et des organisations d'immigrés. L'objectif était d'élaborer d'ici 2007 un « Plan national d'intégration » à partir duquel le gouvernement allemand pourrait développer une politique d'intégration durable. Des groupes de travail ont défini des objectifs pour améliorer l'intégration dans le pays et élaboré des mesures dans ce sens¹⁸.

C'est lors du deuxième Sommet sur l'intégration, le 12 juillet 2007, que la chancelière fédérale Angela Merkel a présenté le *Plan national d'intégration*. Pour la première fois, l'État fédéral, les länder et les communes ont pris de nombreux engagements dans ce domaine. Étant donné que plus d'un quart des jeunes de moins de 25 ans a aujourd'hui une origine étrangère en Allemagne, ils se sont concentrés sur des mesures visant à améliorer la formation des migrants :

- un fonds de quatre milliards d'euros doit permettre de mettre en place d'ici 2009 des écoles ouvertes toute la journée, afin d'offrir un meilleur encadrement aux enfants appartenant à des familles socialement ou culturellement défavorisées ;
- le gouvernement fédéral s'engage à financer 230 000 nouvelles places de garderie pour les enfants de moins de 3 ans ;

¹⁵ E. Stoiber, séance du conseil des ministres du Land de Bavière du 4 avril 2006.

¹⁶ Cf. U. Schuler, « Die Zeit des Wegschauens und der Gleichgültigkeit ist vorbei », 2006, <www.bundestag.de/dasparlament/2006/15-16/themaderwoche/002.html> (6/04/2008).

¹⁷ « Deutschland: Integrationsgipfel geplant », newsletter n° 04/2006 du journal *Migration und Bevölkerung*, <www.network-migration.org/miginfo/migration_und_bevoelkerung/artikel/060401.htm> (06/04/2008).

¹⁸ « Nationaler Integrationsplan », communiqué de presse de la ministre déléguée à la Migration, aux Réfugiés et à l'Intégration du 12 juillet 2007, <www.bundesregierung.de/Webs/Breg/DE/Bundesregierung/BeauftragtefuerIntegration/NationalerIntegrationsplan/nationaler-integrationsplan.html> (6/04/2008).

- il souhaite que soient créées 10 000 places d'apprentissage supplémentaires dans des sociétés dirigées par des étrangers d'ici 2010¹⁹.

Ce deuxième Sommet sur l'intégration a été boycotté par quatre grandes associations turques. Celles-ci ont sévèrement critiqué les changements effectués dans la Loi sur l'immigration, qu'elles estimaient être en contradiction avec les engagements pris lors du sommet. Selon elles, le gouvernement fédéral a tenté d'instrumentaliser le Sommet sur l'intégration et le Plan national d'intégration : à travers ce genre de manifestations, il chercherait à prouver que les immigrés participent au processus d'intégration, mais n'hésiterait pas à modifier ensuite les lois sur l'immigration et l'intégration – et ce, à l'insu des associations concernées. Beaucoup de Turcs-Allemands s'opposent avant tout au nouveau règlement sur le regroupement familial, qu'ils jugent discriminatoire dans la mesure où il ne s'applique qu'à certaines nationalités²⁰. Afin de lutter contre les mariages forcés, le gouvernement a en effet rendu plus difficile la venue en Allemagne des épouses étrangères, venant notamment de Turquie : le nouveau règlement relève à 18 ans l'âge légal des prétendants et impose une connaissance minimale de la langue allemande.

Le Sommet sur l'intégration n'a pas mis fin aux discussions sur le rapport entre intégration et éducation. Dans cette perspective, la controverse porte notamment sur l'organisation du système scolaire allemand, que certains souhaitent abandonner définitivement. Les concepteurs de l'étude PISA ont attiré l'attention sur le fait qu'une orientation prématurée des élèves après la quatrième ou la sixième année d'école, alors qu'ils ont entre 10 et 12 ans (en fonction des länder), aboutit à une sélection sociale. L'orientation vers une *Hauptschule*, une *Realschule* ou un *Gymnasium* est dictée par les résultats scolaires ; ce système d'orientation précoce renforce les désavantages auxquels sont déjà confrontés les enfants issus de familles socialement défavorisées, ce système a donc tendance à les renforcer²¹.

Il est fréquent que les enfants d'immigrés soient envoyés à la *Hauptschule* – souvent à cause de leurs connaissances linguistiques

¹⁹ Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales (éd.), « Nationaler Integrationsplan: Arbeitsgruppe 3 „Gute Bildung und Ausbildung sichern, Arbeitsmarktchancen erhöhen“ – Abschlussbericht », mars 2007, <www.bmas.de/coremedia/generator/920/property=pdf/nationaler_integrationsplan_abschlussbericht.pdf> (17/03/2007).

²⁰ « Nase gestrichen voll », interview de la fédération turque (*Türkischer Bund*), *Deutschlandradio*, 12 juillet 2007, <www.dradio.de/dkultur/sendungen/interview/645569/> (6/04/2008).

²¹ OCDE (éd.), *op. cit.* ; OCDE (éd.), *PISA 2006. Scientific competencies for tomorrow's world. Vol. 1: Analysis*, 2007, <www.oecd.org/dataoecd/30/17/39703267.pdf> (2/03/2008), p. 193.

insuffisantes -, où ils fréquentent des élèves allemands issus de milieux défavorisés. Les enfants dont les parents ont fait des études ont cinq fois plus de chances d'être orientés vers un *Gymnasium* que les enfants étrangers culturellement défavorisés. Ce phénomène de « discrimination institutionnelle » signifie que des enseignants sont chargés de prendre des décisions qui, bien qu'elles relèvent d'une bonne intention, ont un effet objectivement discriminatoire. Ainsi, un élève d'école primaire qui a de bons résultats, mais un faible niveau d'allemand, risque d'être orienté vers une *Realschule*, voire une *Hauptschule*, dans la mesure où le *Gymnasium* local ne propose pas suffisamment de cours de soutien linguistique²². Avec le système scolaire allemand, les chances d'obtenir à l'avenir un bon emploi sont donc réduites pour les descendants d'immigrés. En outre, ce dernier fait obstacle aux amitiés entre des jeunes issus de milieux sociaux différents, et par là même à l'intégration des enfants d'immigrés. Enfin, dans la mesure où les *Hauptschulen* accueillent peu d'élèves ayant un bon niveau d'allemand, les progrès linguistiques de ceux dont l'allemand n'est pas la langue maternelle sont limités²³.

²² Cf. L. Britz, *Ergebnisse der Schulleistungsvergleichstudien PISA und IGLU*, <www.bpb.de/themen/TI50RA,3,0,Bildung_und_Integration.html#art3> (17/03/2008), mars 2008.

²³ Cf. V. Özcan, *Focus Migration: Länderprofil Deutschland*, mai 2007, <www.focus-migration.de/uploads/tx_wilpubdb/LP01_Deutschland_v2.pdf> (18/02/2008).

Intégration et violence

Le 7 février 2008, l'hebdomadaire *Die Zeit* publiait en couverture la photo de trois jeunes d'origine étrangère, avec pour titre : « Je vais te démolir, c'est normal » (« *Ich mach dich fertig, ganz normal* »). Plus ou moins à la même période, le *Spiegel* (02/2008) consacrait tout un dossier à « La migration de la violence » (« *Die Migration der Gewalt* »).

Depuis que deux jeunes étrangers s'en sont pris violemment à un retraité dans le métro de Munich, en décembre 2007, il ne se passe guère un jour sans que la presse ne relate de nouveaux cas de violence juvénile, qu'elle identifie souvent à la criminalité étrangère. Ce discours a été repris par certains politiciens. Roland Koch, le ministre-président du land de Hesse (CDU), a ainsi axé sa campagne électorale du printemps 2008 autour de l'incident de Munich²⁴. Estimant qu'« une partie de la politique d'intégration allemande mène à l'aveuglement multiculturel²⁵ », il a exigé le renforcement du droit pénal des mineurs pour les jeunes étrangers et a déclaré vouloir s'engager pour une expulsion plus rapide des étrangers ne respectant pas la loi – une approche fortement critiquée par les autres partis²⁶.

À l'encontre de bien des discours médiatiques et politiques, l'Institut de recherche en criminologie de Basse-Saxe (KFN) estime que la prédisposition à la violence est déterminée par la catégorie *sociale* et non par la nationalité des jeunes. L'institut a observé des jeunes turcs et allemands qui vivent dans des conditions sociales, familiales et scolaires semblables. Parmi les élèves des *Realschulen* issus de familles aisées et non violentes, la prédisposition à la violence est pratiquement la même, qu'il s'agisse d'Allemands ou de Turcs : les premiers sont 12 % à reconnaître avoir déjà commis au moins un acte de violence, contre 12,5 % pour les seconds. De même, 1,9 % des jeunes allemands interrogés se disent responsables d'au moins cinq actes violents, contre 1,7 % des jeunes turcs. Si l'on analyse en revanche le niveau de violence chez les jeunes

²⁴ « Roland Koch: ‚Zu viele junge kriminelle Ausländer‘ », *Focus*, 28 décembre 2007, <www.focus.de/politik/deutschland/jugendgewalt/roland-koch_aid_230838.html> (30/03/2008).

²⁵ *Ibid.*

²⁶ « Kriminelle Ausländer. SPD wirft Koch „brutalstmöglichen Populismus“ vor », *Focus*, 29 décembre 2007, <www.focus.de/politik/deutschland/jugendgewalt/steinmeier-vs-koch_aid_231031.html>.

allemands et turcs dans leur ensemble, toutes catégories sociales confondues, la différence est flagrante : alors que parmi les premiers, seuls 4,1 % se disent prêts à recourir à la violence, c'est le cas de 13,2 % pour les seconds²⁷. Lorsque l'on interprète les statistiques, il faut donc toujours garder à l'esprit le contexte dans lequel celles-ci ont été établies.

²⁷ Cf. Ch. Pfeiffer, D. Baier et E. Mecklenburg, *Der Anstieg der Jugendgewalt in Hessen*, 2007, <www.kfn.de/versions/kfn/assets/anstieg_jugendge_walthessen.pdf>, p. 8.

Intégration et fondamentalisme

Si le fondamentalisme islamique²⁸ est aujourd'hui perçu comme une menace par la société, c'est en grande partie en raison de l'agitation médiatique qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001. Bien que des centaines de milliers de musulmans vivent en Allemagne depuis plusieurs décennies, les médias sont en quelque sorte en train de redécouvrir l'islam. Ce faisant, ils véhiculent l'image d'un islam synonyme de fondamentalisme, ainsi que d'un fondamentalisme synonyme de terrorisme. C'est presque toujours en termes négatifs que les journaux parlent des musulmans. Pour citer un exemple, le *Spiegel* (02/2003) a consacré un numéro spécial à « La nation d'Allah tachée de sang. L'islam et le Proche-Orient » (« *Allahs blutiges Land. Der Islam und der Nahe Osten* ») – sur la page de couverture, un photomontage montre des femmes voilées et des hommes couverts de sang, levant des poignards vers le ciel.

La théorie du « choc des civilisations » développée par Samuel Huntington, selon laquelle l'Islam et l'Occident ne peuvent partager les mêmes valeurs, reste pour certains Allemands une référence²⁹. Dans un article intitulé « Le problème turc » (« *Das Türkenproblem* »), un journaliste de *Die Zeit* tient par exemple les propos suivants : « Partout en Europe, les minorités musulmanes se révèlent non assimilables et s'enferment dans leur subculture. C'est aussi le cas en Allemagne, qui n'a pas de problème avec les étrangers, mais uniquement avec les Turcs³⁰ ». Dans ce contexte, l'assassinat de Theo van Gogh en novembre 2004³¹, ainsi que le « crime d'hon-

²⁸ On entend par *fundamentalisme* « l'adhésion inconditionnelle à des principes. [...] Le fondamentalisme musulman est empreint d'idéologie islamiste, d'où le terme 'islamisme' souvent utilisé à son propos en Occident. Il s'appuie en grande partie sur des fraternités religieuses musulmanes et sur un ensemble de mouvements, de groupes et de partis politiques islamistes. Le fondamentalisme musulman a atteint une forme très poussée en Afghanistan sous le règne taliban (1996–2001). Cf. *Meyers Lexikon Online* 2.0., <lexikon.meyers.de/meyers/Fundamentalismus> (02.02.2008)

²⁹ Cf. S. Huntington, *The clash of civilisations and the remaking of world order*, Londres, Touchstone, 1998 ; Ch. Butterwegge, « Migrationsberichterstattung, Medienpädagogik und politische Bildung » in C. Butterwegge et G. Hentges, *Massenmedien, Migration und Integration*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, p. 195.

³⁰ « Das Türkenproblem », *Die Zeit*, n° 38/2002.

³¹ « Polit-Mord in Holland: Karims Rose für Theo van Gogh », *Der Spiegel*, 3 novembre 2004 ; « Schluss mit dem falschen Frieden! », *Die Zeit*, 18 novembre 2004.

neur » commis contre une jeune Turque de Berlin par ses frères en février 2005³², ont déclenché de très vives réactions.

Dans le débat sur le fondamentalisme, la question de l'immigration est très souvent abordée sous l'angle de la sécurité. Avec l'extrême médiatisation du 11 septembre 2001, les citoyens ont en effet eu le sentiment que l'islamisme fanatique représente la plus grande menace qui soit pour nos sociétés contemporaines. Ainsi, dans un sondage réalisé en 2006 par l'institut Allensbach, 65 % des personnes interrogées estiment qu'il y aura à l'avenir des conflits entre la culture occidentale et la culture arabo-musulmane ; 58 % d'entre elles pensent que l'Allemagne sera confrontée à des tensions avec la population musulmane³³. Pourtant, comme le montre l'étude *Shell* menée auprès d'une sélection de jeunes en Allemagne, les musulmans ne représentent pas une menace pour la démocratie. D'après cette enquête, il n'existe aucun lien entre la foi musulmane et l'hostilité envers la démocratie : 76 % des musulmans interrogés se disent satisfaits du système démocratique allemand, contrairement à 56 % des non-musulmans interrogés³⁴.

Il faut dire que l'année 2006 a été marquée par plusieurs événements liés à l'islam. En février, la publication de douze caricatures du prophète Mahomet dans un journal danois a donné lieu à des manifestations de musulmans dans le monde entier, dont l'Allemagne³⁵. En juillet de la même année, les autorités allemandes ont déjoué deux attentats terroristes, en interceptant des bagages piégés dans des trains régionaux ; lors du procès, les auteurs présumés ont affirmé avoir voulu se venger de la publication des caricatures³⁶. Peu de temps après, l'Opéra de Berlin, par crainte d'attaques terroristes, a annulé un opéra de Mozart dont la mise en scène prévoyait la décapitation de Mahomet, de Jésus-Christ et de Bouddha. En réponse à ces événements fort médiatisés, une série de mesures politiques ont été prises. La plus visible d'entre elles est

³² « Ehrenrettung », *Die Zeit*, n° 09/2005 ; Ch. Müller-Hofstede et C. Reißlandt, *Neue Integrationsdebatten und -politik*, 2007, <www.bpb.de/themen/48QVFC.html> (18/02/2008).

³³ Cf. E. Noelle et T. Peterson, « Eine fremde, bedrohliche Welt », mai 2006, <www.faz.net/s/RubFC06D389EE76479E9E76425072B196C3/Doc~E2D1CB6E9AA1045B291A1FC21272D467D~ATpl~Ecommon~Scontent.html> (4/04/2008).

³⁴ Cf. G. Quenzel et M. Albert, *Jugend und Migration - Ausgewählte Ergebnisse der Shell Jugendstudie 2006*, 2006, <www.migration-boell.de/web/integration/47_846.asp> (20/02/2008).

³⁵ Voir à ces sujets : « Kulturkampf. Im Karikaturenstreit schwankt die deutsche Presse zwischen verurteilen und verstehen », *Die Zeit*, n° 06/2006, <www.zeit.de/online/2006/06/Presseschau> ; « Tyrannen lassen nicht lesen », *Focus*, 13 février 2006, <www.focus.de/magazin/tagebuch/tagebuch-tyrannen-lassen-nicht-lesen_aid_216054.html> ; « Demonstrationen am Trauertag », *Die Zeit* n° 07/2006.

³⁶ « Racheakt für Mohammedkarikaturen? », *Tagesschau* du 18 décembre 2007, <www.tagesschau.de/inland/kofferbomber6.html> (6/04/2008).

sans doute la *Conférence allemande sur l'islam*, organisée en septembre 2006 par le ministre fédéral de l'Intérieur Wolfgang Schäuble (CDU). Rassemblant des représentants de l'État fédéral, des länder et des associations turques, ainsi que quelques acteurs non gouvernementaux, celle-ci visait à fixer les relations entre l'État démocratique et l'islam, mais aussi de promouvoir l'intégration des musulmans en Allemagne. Elle a été suivie de deux autres conférences du même type en 2007 et 2008³⁷.

Même si les conférences sur l'islam ont permis de répondre à certaines questions, elles n'ont pas résolu d'autres problèmes fondamentaux. Les participants se sont entendus pour introduire à l'école un cours sur l'islam en allemand. Les représentants musulmans ont reconnu l'ensemble des valeurs énoncées dans la Loi fondamentale (*Grundgesetz*), y voyant une condition à l'intégration. Toutefois, il reste à résoudre – et ce, de façon urgente – la question de la représentation d'une population musulmane fortement hétérogène : « Nous avons besoin d'un partenaire, mais nous ne pouvons pas l'obliger à nous parler », a ainsi déclaré Wolfgang Schäuble au magazine *Focus*³⁸. En outre, plusieurs musulmans laïques ont critiqué le fait que la Conférence sur l'islam soit dominée par les grandes associations musulmanes, de tendance conservatrice. Walid Nakschbandi, un producteur de télévision né en Afghanistan, a ainsi décidé de ne pas participer à la troisième conférence en mars 2008, estimant que seules les positions conservatrices ont une chance d'y être entendues³⁹.

Comme pour le débat sur l'intégration et la violence, la couverture médiatique des événements, très souvent négative, a déformé l'image des étrangers dans l'opinion publique allemande. La vivacité du débat a certes contraint les hommes politiques à agir, comme en témoigne notamment l'organisation des trois conférences sur l'islam. Il reste que lors de ces conférences, les participants, représentant des positions très différentes, ne s'entendent que sur le plus petit dénominateur commun ; de plus, sur le plan juridique, les résultats obtenus n'ont aucun caractère obligatoire.

³⁷ « 3. Plenarsitzung der Deutschen Islam-Konferenz (DIK) », communiqué de presse du ministère fédéral de l'Intérieur du 14 mars 2008, <www.bmi.bund.de/cln_028/nn_1018378/Internet/Content/Themen/Deutsche__Islam__Konferenz/DatenUndFakten/Dritte__Tagung__Islamkonferenz1.html> (30/03/2008).

³⁸ « Friede, Freude und die Mozart-Oper », *Focus*, 27 septembre 2006, <www.focus.de/politik/deutschland/islamkonferenz_aid_116387.html>.

³⁹ « Eine Art Kriegserklärung », *Süddeutsche Zeitung*, 13 mars 2008, <www.sueddeutsche.de/deutschland/artikel/731/163276/>.

Conclusion

Les mesures politiques qui ont été prises au cours des dernières années pour favoriser l'intégration des immigrés et de leurs descendants visaient en premier lieu à ouvrir le dialogue entre tous les groupes concernés par le processus d'intégration. Ainsi, les Conférences sur l'islam et les Sommets de l'intégration ont surtout servi de soupape, permettant d'évacuer les frustrations accumulées par les étrangers et de réduire les craintes de la population allemande. Elles ont détourné l'attention du public de l'image négative véhiculée par la presse (violence, fanatisme et problèmes d'éducation), pour la recentrer sur les questions abordées lors de ces rencontres. Cette évolution est la bienvenue : l'Allemagne se considère enfin comme un pays d'immigration et accepte de faire face aux défis que cela implique. Désormais, la question est de savoir comment réaliser au quotidien l'intégration des étrangers. Il reste en effet d'importantes lacunes, notamment dans le domaine de l'éducation et de la reconnaissance culturelle des minorités.